

Extrait du Maïeul Rouquette

<http://blog.maieul.net/Lettre-a-des-ministres>

Lettre à des ministres

- Rubrique unique -

Date de mise en ligne : lundi 4 mai 2009

Copyright © Maïeul Rouquette - Tous droits réservés

Je n'ai pas pour le commenté les grèves en cours dans les universités françaises. Les derniers propos de Mme Péresse, qui est responsable du pourrissement de la situation, m'ont incité à lui écrire.

Paris, le 4 mai 2009.

Monsieur le 1er ministre,
Monsieur le Ministre de l'éducation nationale,
Madame la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche,

Voici bientôt douze semaines qu'une grève à lieu dans diverses universités de France et de Navarre. Cette grève a de nombreuses raisons d'être, citons notamment :

- La réforme des concours de recrutement de professeurs d'enseignement primaire et secondaire.
- La réforme du décret de 1984 sur le statut des enseignants-chercheurs.
- La proposition de « contrat doctoral unique ».
- La réforme du CNRS

Toutes ces réformes sont présentées par vous comme des modernisations de la recherche et de l'éducation. S'y opposer, c'est donc, selon vous, s'opposer à la modernisation, être archaïque, et ne pas voir les défis de l'avenir. Je ne rentrerai pas dans la critique de ces projets : elle est faite depuis au moins le mois de février, et des projets alternatifs vous sont présentés.

Ajoutée à ces critiques, une critique de fond sur la diminution des moyens, humains notamment, de l'enseignement supérieur et de la recherche - diminution que vous masquez par le biais de réduction fiscale pour la recherche des entreprises, ainsi que sur l'application de la loi LRU, dite sur « l'autonomie des universités » [\[1\]](#)

Mais je voudrais réagir sur la manière dont vous cherchez à discréditer ce mouvement.

La première manière est d'accuser les professeurs de faire grève tout en étant payé. Cependant, dans un même temps, vous invitiez les professeurs à rattraper les cours à l'issu de la grève. Il y a là une incohérence majeure : si les professeurs rattrapent leurs cours, ils doivent être payés. S'ils ne le font pas, alors effectivement une retenue de salaire peut être envisagée. Mais il aurait fallu pour émettre cette accusation attendre la fin du conflit. Or votre attitude pour le moment n'a poussé qu'à le prolonger, par des pseudos concessions et des mensonges éhontés (par exemple sur le décret sur les enseignant chercheurs « parfaitement conforme aux attentes de la communauté universitaire » [\[2\]](#), alors même que de nombreux université étaient encore en grève, sans compter les universitaires qui ne font pas grève - hélas - mais qui ne sont pas pour autant en accord avec ledit décret). De plus, vous savez parfaitement qu'il est difficile de décompter le temps de travail des universitaires. D'autant plus que si certains ont cessé les cours, ils ont continué leur travail de recherche. Mais tout ce que je viens d'écrire là vous a déjà été dit. Il fallait donc trouver un nouveau argument, d'autant plus que celui-ci ne pouvait durer éternellement.

Vous avez donc tenté une attaque contre un parti d'opposition, « Avoir un parti de gouvernement, comme le parti socialiste, qui ne condamne pas les violences, qui ne condamne pas les blocages universitaires, qui n'appelle pas à la reprise des cours et à la tenue des examens, excusez-moi mais ça me choque » [\[3\]](#). Outre qu'il s'agit d'une manoeuvre purement tacticienne qui permet d'éviter de parler des sujets qui fâchent (les réformes contestées), elle présente aussi quelques problèmes.

- Ne pas condamner les violences ? Il est possible qu'ici et là il y ait eu des violences du côté des contestataires. Mais il y a en eu aussi beaucoup du côté des « forces de l'ordre » [4], que ce soit dans ce conflit ou ailleurs, et on n'entend pas beaucoup le gouvernement en parler. Il est vrai qu'il est plus facile de regarder la paille dans l'oeil du voisin - surtout quand celui ci n'est pas d'accord avec vous - que la poutre dans son oeil. Je ne parlerais pas de la violence du système économique actuel, qui met des salarié(e)s sur le carreau tandis que des grands patrons s'enrichissent honteusement, car il est vrai que votre parti ne s'intéresse guère à la violence sociale, pour la simple et bonne raison qu'il est - bien qu'il le cache, et on le comprend - du côté de ceux qui la produisent.
- Ne pas appeler à la reprise des cours et des examens ? Rappelons que le blocage des cours et examens est un moyen de lutte. Un appel à leur reprise ne peut donc avoir lieu que *si, et seulement si*, satisfaction sur la lutte a été obtenu. Que votre gouvernement considère que c'est le cas, c'est parfaitement logique, même si c'est totalement faux. Mais n'allez pas demander à un parti d'opposition de vous soutenir sur ce point.

Passons maintenant à votre dernier argument en date « la prise en otage des étudiants » [5]. Tout d'abord, laissez moi vous dire que pour un gouvernement qui souhaite mettre en avant « l'innovation » dans les universités, vous n'en fait pas preuve ici. Dois-je vous rappeler qu'à chaque fois qu'un gouvernement soutenu par votre parti politique a souhaité mettre en oeuvre des réformes qui ont été contestées au moyen d'une grève, vous avez soutenu que les grévistes prenaient en otage les étudiants - usagers - élèves [6] ? Dois-je vous rappeler qu'un otage est une personne retenue contre son grès au moyen de la violence afin d'obtenir certaines choses ? Je vous écrit pour ma part depuis ma chambre d'étudiant, et j'ai, juste à preuve du contraire, toute la liberté d'en sortir. Je ne me sens absolument pas pris en otage. Une telle expression est une insulte à tous les otages du monde. Vous me diriez qu'il s'agit là d'une métaphore, d'une comparaison, et qu'il ne faut pas la prendre au pied de la lettre. Admettons. Mais dans ce cas, que votre gouvernement ne lève pas les bras au ciel lorsque des militants comparent les outils utilisés dans la chasse aux sans papiers avec ceux utilisés durant la guerre de 39-45 à l'égard des juifs et autres minorités. J'oubliais, il est vrai, qu'en sarkozie il est permis aux détenteurs du pouvoir de faire des choses que les simples citoyens n'ont pas le droit - comme par exemple dire « casse-toi pov' con » à un individu. Non, à la rigueur, vous pourriez qualifier cela de « chantage aux examens ». Mais qu'est ce qu'une grève, si ce n'est un moyen de pression pour obtenir un résultat ? Une grève qui n'embêterait personne serait un oxymore. Mais si « chantage » est équivalent à « prise en otage », alors que dire des patrons qui ont menacé - implicitement il est vrai - de fermer l'usine pour revenir au 40 heures - ce qui n'empêchent pas à ces même patrons de fermer aujourd'hui des usines [7] ? Et pourtant, nous n'avons pas entendu votre gouvernement parler de prise en otage de ces salariés.

Ainsi, messieurs et mesdames, toutes vos manoeuvres de discréditation du mouvement sont en contradiction avec les discours et les actes de votre gouvernement. Le but de telles manoeuvres est claire : faire oublier que votre gouvernement cherche à passer en force ces projets de « modernisation », en fait d'économie de budget.

Veillez recevoir, Madame, Messieurs, mes salutations les moins distinguées.

Maïeul Rouquette, étudiant en histoire à Paris 1

Ps : à lire un article du monde diplomatique : « [Haro sur les gauchistes de l'Université](#) »

[1] Autonomie qui ne semble valoir que pour l'université et non pas pour les universitaires, comme le prouve le fait notamment que vous vous

prenez de leur avis sur les réformes citées plus haut.

[2] *Libération* du 24 avril 2009.

[3] <http://sciences.blogs.liberation.fr/home/2009/04/val%C3%A9rie-p%C3%A9cresse-accuse-le-ps-et-le-npa-.html>

[4] http://www.amnesty.fr/index.php/amnesty/s_informer/actualites/france_des_policiers_au-dessus_des_lois

[5] <http://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/300409/universites-greve-reconduite-et-bataille-autour-des-examens>

[6] Biffer la mention inutile.

[7] Je pense bien sûr au cas de Continental.